

5 ateliers de la gauche dans l'Eure

A Evreux : le vendredi 23 octobre à 19 h 00, grande salle de la Maison de Quartier de Nétreville autour du thème « services publics et rôle de l'Etat ».

A Louviers : le mercredi 28 octobre à 18 h 00, salle du conseil municipal, sur la question de « l'emploi industriel sur le territoire ».

A Gisors : le mercredi 4 novembre à 20 h 00, salle des fêtes, sur la question de « la démocratie et du développement durable ».

A Vernon : le jeudi 5 novembre à 20 h 00, salle Maubert, Espace Philippe Auguste sur la question de « la santé et la loi Bachelot ».

A Brionne : le vendredi 6 novembre, à 18 h 30, salle des fêtes sur « la fiscalité et le projet de loi sur les institutions ».

Eh oui, ça recommence...
La Fête de l'Humanité
en Normandie
c'est déjà presque demain...
alors dès maintenant réservez
ce dernier week-end
de novembre...
et surtout votre
vignette-bon de
soutien
auprès des militants communistes
de votre secteur
après le succès
de la fête de l'Huma au Bourget,
cette 6e édition
de la fête en Normandie,
au cœur du débat à gauche,
va en surprendre plus d'un...
alors soyez au rendez-vous !



PCF
EURE

Retrouvez toute l'actualité des
communistes sur :

www.27.pcf.fr

REGARDS SUR L'EURE hebdomadaire édité par la Fédération de l'Eure du PCF - commission paritaire n° 1009 P 11340
Directeur de publication R. Clouet BP 855 27008 Evreux Cedex - Tél. 02.32.39.46.82 - FAX 02.32.31.61.88 - www.pcf27@wanadoo.fr

5 ateliers de la gauche dans l'Eure

détails p. 4

REGARDS

N° 1389 du 14.10 au 27.10 - 0 € 30

SUR L'EURE

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

les ateliers de la gauche dans l'Eure un nouveau projet, une nouvelle politique ... A GAUCHE !

A l'appel des syndicats, de tous les partis politiques de gauche et de nombreuses associations, 90 000 Haut-Normands et plus de 2 millions de Français ont participé à la consultation nationale sur La Poste.

Ils ont affirmé, à 97%, leur refus de sa privatisation.

Cette résistance unitaire à la politique de la droite peut se développer : contre la « taxe carbone », nouvel impôt prétendument écologique, contre les remboursements de médicaments ou la hausse du forfait hospitalier, contre la réforme des retraites à venir, contre les restructurations d'entreprises, les fermetures de sites, les licenciements qui permettent aux actionnaires d'accroître leurs dividendes... C'est d'autant plus nécessaire que la droite, elle, est rassemblée - des souverainistes de De Villiers au Nouveau Centre, en passant bien sûr par l'UMP - et redouble d'attaques en direction du monde du travail.

La gauche, toute la gauche, a aussi le devoir de construire un projet clairement à gauche. Alors que l'argent mis dans les banques sert de nouveau à la spéculation, que le crédit reste inaccessible pour de nombreuses PME, n'y a-t-il pas besoin d'un pôle financier public qui mette l'argent au service de l'intérêt général ?

Alors que de grands groupes cassent nos outils de production, guidés par des intérêts essentiellement financiers, ne faut-il pas donner de nouveaux pouvoirs aux salariés, aux élus locaux, pour impulser un développement industriel respectueux des territoires et de notre environnement ?

Plutôt que de vider les caisses de l'Etat, des collectivités locales ou de la Sécu, à coup de bouclier fiscal, de suppression de la Taxe professionnelle ou d'exonérations de cotisations, ne faut-il pas initier une fiscalité favorable aux entreprises qui créent des emplois et pénalisante pour les autres ?

Les Français, les Hauts-Normands n'attendent pas que la gauche lorgne du côté de la droite rebaptisée

« centre », ni qu'une partie de la gauche combatte l'autre (hypothéquant la possibilité d'être majoritaire). Ils veulent au contraire une gauche rassemblée, ambitieuse et volontaire.

C'est indispensable pour redonner espoir et contribuer à la mobilisation populaire nécessaire dans la rue aujourd'hui, et dans les urnes lors des prochaines élections.

Alors que la droite est déterminée à s'emparer des régions pour en faire les relais de sa politique, la gauche doit dessiner un nouvel avenir pour ces régions, porté par un nouveau projet de société. La Haute-Normandie a ainsi besoin d'élus régionaux déterminés à utiliser l'argent autrement en organisant le contrôle citoyen sur l'argent public ; résolu à opposer une ferme résistance à la privatisation des services publics comme la Poste, la SNCF ou à la casse de notre système de santé ; combatifs pour impulser une politique industrielle appuyée sur nos savoir-faire ; à l'écoute des salariés, avec la volonté de relayer leurs combats et leurs propositions.

Le débat ne commence pas en 2012.

Il doit avoir lieu maintenant.

Le Parti Communiste Français est donc à l'initiative de dizaines de débats partout en France, pour que la gauche discute, débatte, se confronte, avec vous toutes et tous.

Il a proposé aux formations qui composent le Front de Gauche de les co-organiser et souhaite que tous les partis de gauche y participent.

Ces débats auront lieu le 23 octobre à Evreux, le 28 à Louviers, le 4 novembre à Gisors, le 5 Vernon, le 6 à Brionne.

La discussion continuera les 28 et 29 novembre lors de la 6ème fête de l'Humanité en Normandie, au Parc Agglo-Expo de Rouen.

Nous vous y donnons rendez-vous.

le Conseil départemental du PCF-27

La Poste : après le raz-de-marée citoyen, un référendum s'impose !



2,3 millions de citoyens ont participé à la votation sur La Poste.
23 769 eurois ont donné leur avis lors de cette consultation populaire.
98 % des votants s'opposent au changement de statut de La Poste.

C'est un message clair du peuple français au gouvernement et à la droite : pas touche au service public postal !
De manière indécente, voir insultante, des représentants de cette droite tentent de minimiser la portée de ce vote. Trop tard pour eux : la prise de conscience citoyenne est faite.
Pour notre département, on attend encore des déclarations de nos ministres, Hervé Morin et Bruno Le Maire, pourtant prompts à soutenir la politique gouvernementale habituellement.

Au côté de la soixantaine d'organisations qui appelaient à cette votation, les communistes et leurs élus ont mis toutes leurs forces pour assurer le succès de cette initiative.

L'extraordinaire mobilisation citoyenne sur les communes d'Alizay, Brionne, Gisors, Gravigny ou Saint André est, pour les communistes, la récompense d'un travail militant au côté des municipalités communistes et républicaines.

Le PCF exige du gouvernement la prise en compte des résultats de cette votation et la tenue d'un référendum sur le devenir du service public postal.

Au sein du Comité départemental de défense de La Poste, dont il est membre, le PCF de l'Eure, ses militants et ses élus, s'associeront à toutes les initiatives en faveur du maintien du service public et de ses emplois.

le vendredi 16 octobre 2009 à 10 h
les organisations départementales des retraités de l'Eure
CGT - CFDT - FSU - FGR-FP
appellent à la journée nationale des retraités
rassemblement à la Préfecture d'Evreux



Depuis plusieurs décennies, nos exigences d'égalité, d'autonomie, de liberté, de dignité, de solidarité et de laïcité se heurtent encore et toujours à des choix politiques discriminatoires. Cela suffit...

**Rendez-vous place de la Bastille à 14h30,
pour une manifestation massive et joyeuse
à la conquête de nouveaux droits
permettant à l'ensemble de la société
de vivre mieux dans l'égalité et la dignité**

La politique gouvernementale de ces dernières années marquent un véritable recul pour toutes et tous. Jamais il n'y a eu autant de richesses dans ce pays, les actionnaires n'ont pas vu leur train de vie baisser, les banques ont reçu les dividendes de l'État, les traders sont rémunérés toujours plus. Mais nous, le monde du travail,

nous les femmes, on nous refuse toujours l'égalité, on rogne sur nos droits à la santé, à la retraite, sur les 35 heures. Bientôt il faudra travailler le dimanche et terminer sa carrière à 67 ans. Nous avons atteint la limite à ne pas dépasser en matière d'inégalités et d'injustices.

Rebelles et citoyennes, nous serons massivement mobilisées aux côtés de toutes les femmes, pour nos droits.

Rebelles et citoyennes, parce qu'il faut absolument faire échec à cette politique de Sarkozy qui bafoue une fois de plus les femmes, en menaçant de retirer les petits rattrapages aux inégalités, comme les bonifications retraites ou qui, faute de moyens, contraint plusieurs hôpitaux à fermer les centre IVG. Non à cette politique qui nous conduit chaque jour un peu plus à la catastrophe.

LA CGT-RENAULT SANDOUVILLE A L'OFFENSIVE POUR L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE SON SITE DE PRODUCTION les élus communistes de la région à l'initiative pour soutenir leur projet

A Gonfreville-l'Orcher, mardi 6 octobre - un an jour pour jour après la venue de N. Sarkozy - le syndicat CGT de Renault-Sandouville a invité la presse, les élus régionaux et locaux à la présentation de leur projet de relance industrielle pour leur site. Accueillis par Jean-Paul LECOQ, député-maire, Daniel PAUL, député du Havre, en présence de nombreux élus communistes locaux, du président du groupe au CG-76 Jean-Louis JEGADEN, de Véronique BLONDEL et Christian JUTEL conseillers régionaux, ceux-ci ont exprimé leur soutien sans réserve à cette initiative exemplaire d'une organisation syndicale qui prend ses responsabilités pour faire des propositions concrètes, non seulement pour maintenir mais développer les emplois et les productions sur ce site historique du constructeur automobile. A l'occasion de la remise en mains propres de ce projet à Alain Le Vern, lundi 12 octobre, le groupe des élus communistes s'est adressé par lettre au Président de la Région pour renouveler sa proposition d'octobre 2008 de tenir rapidement des assises de l'industrie automobile en Normandie.

Il est urgent en effet de mettre tous les acteurs (constructeurs, équipementiers, pouvoirs publics, Etat-actionnaire, organisations syndicales et représentants des salariés, élus locaux, régionaux, nationaux, européens...) autour d'une table pour agir et prendre les décisions susceptibles de relancer cette filière.

L'initiative du syndicat CGT-Renault apporte une 1^{re} pierre à cet édifice, il convient maintenant de la consolider, c'est le sens de cette lettre, extraits : « *Ce projet conçu et présenté par les salariés d'un site qui emploie aujourd'hui, encore 3 400 salariés mais qui est à nouveau touché par le chômage*

économique, propose notamment que :

- *le futur haut de gamme développé conjointement par Renault/Nissan et que l'espace 5eme génération soient fabriqués à Sandouville*
 - *le développement d'une activité de conversion des voitures au GPL*
 - *l'implantation d'une filière de déconstruction et de recyclage*
- et ce dans l'attente de la fabrication du ou des utilitaires prévus pour 2012.*

A l'occasion de cette présentation, les responsables syndicaux ont indiqué qu'ils entendaient mettre concrètement leur projet au cœur du débat des élections régionales, de demander aux partis politiques et élus de la Région de prendre position et de les aider à populariser leurs propositions.

A l'écoute des différentes interventions, il apparaît que les composantes de la majorité régionale se situent clairement derrière ce plan de relance.

Aussi, renouvelons-nous notre proposition du 20 octobre 2008, d'organiser dans les prochaines semaines des Assises Régionales de l'industrie automobile.

Ainsi notre institution régionale, responsable du développement économique, mettrait ses moyens au service d'un projet industriel concret qui pourrait redonner dynamisme et espoir à une filière et à des salariés particulièrement malmenés. »

A l'occasion de la séance plénière du conseil régional, lundi 19 octobre, Véronique BLONDEL, au nom du groupe communiste

formation des militants : une première réussite qui en appelle d'autres



Une grande satisfaction. Voilà le sentiment partagé par tous, organisateurs, intervenants et participants, après le week-end de formation le samedi 10 et le dimanche 11 octobre !

Avec près de 50 militant-e-s réunis sur

deux jours, l'affluence a été de mise.

La qualité de l'accueil et de l'organisation, les locaux lumineux et le cadre magnifique du château de Menilles ont permis à cette formation de se dérouler dans des conditions agréables.

La fraternité n'a pas été oubliée. Les repas ont permis de créer une ambiance festive entre participants, notamment lors de deux barbecues, le samedi soir et le dimanche midi.

Sur le contenu, le choix des intervenants s'est avéré réussi.

Pour la journée du samedi, Alain Morin et Denis Durand nous ont apporté de manière simple et pédagogique les éléments essentiels d'analyse des causes de la crise économique et de ses développements possibles. Ces deux économistes nous ont montré les mécanismes spéculatifs qui ont produit l'effondrement boursier de l'an dernier, entraînant l'effondrement économique actuel.

Malgré le discours triomphateur de Sarkozy et de son gouvernement, les dizaines de milliards d'euros investis par l'Etat dans les banques et l'industrie n'ont eu aucun impact sur l'emploi. Pourquoi ? Tout simplement parce que cet argent public sert à relancer la spéculation et non le crédit aux entreprises ou les

investissements productifs. En refusant de contrôler l'utilisation de cet argent, la droite nourrit le mécanisme qui a généré cette crise !
Pourtant, des solutions existent pour contrôler cet argent et changer durablement la donne économique en France et dans le monde. En s'appuyant sur un Pôle financier public, l'Etat aurait la possibilité d'orienter les choix stratégiques des grandes entreprises dans le sens de l'investissement productif et de l'emploi. C'est une des propositions fortes du PCF.

La journée du dimanche a permis à Joseph Tréhel de nous parler des Régions, de leur rôle, et de l'avenir de la démocratie locale menacée par la réforme institutionnelle souhaitée par Sarkozy. Elu régional et rédacteur en chef de la revue "L'Elu d'Aujourd'hui", l'intervenant a montré en quoi le recul démocratique prôné par Sarkozy s'articule avec les besoins du capitalisme actuel. La mise en place de grandes régions concurrentes entre parfaitement dans le cadre d'un capitalisme mondialisé et d'une exploitation accrue des salariés. Elus et militants communistes doivent être au premier rang pour défendre le modèle français de démocratie hérité de la Révolution de 1789. Les Régionales seront le cadre d'une bataille aussi sur ce thème. Ces deux jours de formation auront été utiles. Ils auront été formateurs sur le plan des connaissances économiques et politiques mais ils auront aussi permis à chacun de recaler ces idées par rapport à des objectifs clairs. L'idée d'une future formation sur les services publics semble faire consensus parmi les militants présents.

En attendant la prochaine formation, encore tous nos remerciements à ceux qui nous ont accueillis et à Xavier Agusti, impeccable en maître de cérémonie.